

**Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne**

Donnerstag (Nachmittag), 10. Juni 2021 / Jeudi après-midi, 10 juin 2021

Bildungs- und Kulturdirektion / Direction de l'instruction publique et de la culture

**35 2020.RRGR.315 Motion 244-2020 SP-JUSO-PSA (Gasser, Bévillard)
Schaffung eines Berufsbildungsfonds**

**35 2020.RRGR.315 Motion 244-2020 PS-JS-PSA (Gasser, Bévillard)
Création d'un fonds pour la formation professionnelle**

Le président. Nous passons à présent au point numéro 35 de l'ordre du jour. Il s'agit d'une motion du groupe PS-JS-PSA, le débat est libre. Le gouvernement propose de l'accepter comme postulat. Je crois que le motionnaire n'est pas d'accord avec la proposition. – Il est là, tu as la parole, Peter.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), motionnaire. Notre pays est à juste titre très fier de son système dual d'apprentissage. C'est une véritable pépite qui non seulement mérite toute notre attention, mais se doit d'être régulièrement choyée, afin de ne pas perdre les nombreux avantages de cette originalité, en particulier le fait que notre pays peut se targuer d'avoir un taux de chômage des jeunes très faible.

Mais voilà, j'ai l'outrecuidance de vous demander la création d'un fonds – vade retro satanas ! – loin de moi, cette vile pensée ! Proposer l'institution d'un fonds au Grand Conseil bernois – mais cela s'apparente à un crime de lèse-majesté ! Sur le bien-fondé de la formation professionnelle duale, je ne crois pas que cela soit un sujet de discussions ou de controverses. J'ai l'intime conviction que nous soutenons tous cette histoire à succès. La seule différence, le seul point de désaccord, c'est la proposition du jour, le fonds.

Chers et estimés collègues, je tiens à vous rappeler un seul chiffre : 20 pour cent seulement d'entreprises formatrices, c'est, vous en conviendrez, relativement décevant. Exprimé de manière différente, voire un peu polémiste, il est correct d'affirmer que seule 1 entreprise sur 5 prend à cœur d'assurer la relève dans son domaine. J'ose même dire que 4 entreprises sur 5 profitent du système, elles n'assument pas de rôle formateur mais sont, malgré tout, bien contente que d'autres entreprises prennent cette tâche essentielle à cœur. Permettez-moi la question suivante : est-ce que les valeureuses entreprises qui s'investissent, en moyens financiers et personnels dans la formation, n'ont, elles, pas droit à une certaine reconnaissance ? Pour ma part, je suis convaincu que ces derniers accueilleraient avec un certain soulagement la mise sur pied d'un fonds qui permet de répartir de manière un peu plus juste les charges financières liées aux apprentissages et à la formation continue.

Je sais également que nombre d'entre vous ne veulent pas de contrainte supplémentaire pour nos entreprises, objectif tout à fait louable en soi. En l'occurrence, il ne s'agit pas de créer un monstre bureaucratique, ce que d'aucuns redoutent sans doute à juste titre. Les expériences accumulées dans d'autres cantons, pas seulement francophones, puisque même le canton de Zurich dispose d'un tel outil, seront suffisamment utiles pour que les partenaires puissent rapidement s'entendre sur le modèle à appliquer. Faut-il dès lors, comme le propose le gouvernement, faire une étude pour savoir quelles seront les modalités choisies pour un système bernois ?

Chers collègues, à mon humble avis : non. Les études ne sont plus nécessaires et les exemples sont suffisamment nombreux pour pouvoir s'en inspirer. Donc, passons aux choses concrètes et mettons en œuvre. Autre sujet épineux : est-ce que ce fonds serait une spécificité francophone ? La réponse est claire : non. Pourquoi est-ce que le gouvernement lui-même parle d'un fonds idéalement cantonal à défaut régional ? A mon avis, c'est entre autres parce que l'acceptabilité semble

peut-être plus grande chez les francophones, ce d'autant plus que cette idée fait partie des objectifs, 2020-2030 de la Chambre d'économie publique du Jura bernois.

Démarrer le projet avec ces acteurs, pourrait ainsi peut-être servir de projet-pilote pour le grand projet cantonal ?

Vous l'avez compris, j'essaie de vous convaincre du bien-fondé de cette proposition. J'espère que vous oserez prendre le taureau par les cornes et que vous accepterez ma motion. Je vous remercie pour votre attention et je me réjouis de vos prises de position.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts), porte-parole de groupe. Combien de fois avez-vous entendu à quel point le système de formation des apprentis, tel que nous le connaissons en Suisse, est bon et performant.

La formation dite duale est un modèle qui a fait ses preuves. Il repose sur le bon vouloir des entreprises formatrices. Comme le dit le gouvernement, la motivation d'une entreprise à former des apprentis dépend de plusieurs facteurs : les ressources de la Suisse se trouvent dans notre potentiel à innover, à développer des produits à valeur ajoutée. Nos ressources, ce sont nos écoles, hautes écoles, ce sont nos actuels et futurs entrepreneurs, ingénieurs, collaborateurs, et j'en passe. Soutenir les entreprises formatrices et contribuer à l'avenir professionnel de nos jeunes, c'est aussi éviter un manque de personnel qualifié. Peter l'a dit, mais je reviens là-dessus : la stratégie économique du Jura bernois, 2020-2030, rédigée par la Chambre d'économie publique elle-même, contient dans son volet de formation ceci, je cite : « L'acquisition de savoir et de compétences engendre une dynamique vertueuse pour l'humain, l'économie et la région. » Le point 5 de cet axe de formation est le suivant : constituer un fonds pour le financement de la formation professionnelle, pour une répartition équitable entre les entreprises industrielles des coûts de formation de professions cruciales pour l'avenir du secteur secondaire. Soutenir l'économie, c'est aussi soutenir la formation, ceci à l'attention de ceux et celles parmi vous qui sortent les champions de la défense des milieux de l'économie.

Le besoin est réel, la demande est concrète et l'investissement est à haut potentiel. Il reste certes des questions ouvertes : qui alimente le fonds, quelles branches sont intéressées ou dans le besoin, quelles régions sont intéressées ou potentiellement en situation critique ? Organiser une table ronde ou encore trouver une solution alternative. A notre avis, celui des Verts, les questions sont pertinentes et actuelles : les conséquences de la crise liées au Covid-19 ne font peut-être que pointer le bout de leur nez. Pour toutes ces raisons, les Verts vous proposent d'accepter la motion sous forme de postulat.

Peter Salzmann, Mülchi (SVP), Fraktionssprecher. Die Berufsbildungsfonds, wie sie im Vorstoss verlangt werden, haben vor allem in der Westschweiz eine lange Tradition. Die Schaffungen kantonalen Berufsbildungsfonds sind immer dann ein Thema, wenn die Wirtschaft kriselt und ein Lehrstellenmangel entstehen könnte. In der Deutschschweiz verfügt einzig der Kanton Zürich über einen solchen Fonds. Dieser wurde im Jahr 2011 geschaffen, als die Wirtschaft stark unter Druck geriet, Lehrstellen zu schaffen. Damals haben auch die Befürworter damit argumentiert, dass sich die Betriebe, die sich nicht in der Ausbildung engagieren, wenigstens mit einem Geldbetrag an den Ausbildungen beteiligen sollen. In Wirtschaftskreisen im Kanton Zürich besteht heute klar die Auffassung, dass dieser Fonds, wenn er heute nicht schon bestünde, auch nicht mehr eingeführt würde, weil eigentlich in allen Branchen kein Lehrstellenmangel mehr besteht. Es besteht eher ein Mangel an qualifizierten Lehrstellensuchenden. Auch im vergangenen, schwierigen Covid-Jahr wurden ähnlich viele Lehrverträge abgeschlossen. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, bilden rund 20 Prozent der Betriebe Lernende aus. Dies hat sich eigentlich auch nicht verändert. Wir von der SVP sind gegen zusätzliche finanzielle Abgaben und Regulierungen, besonders in einer Zeit, wo eine hohe Regulierungsdichte der Wirtschaft ohnehin Sorgen macht. Deshalb lehnt die SVP-Fraktion die Motion und auch ein Postulat einstimmig ab.

Virginie Heyer, Perrefitte (PLR), porte-parole de groupe. Dans le Jura bernois, quand on pose la question de savoir si un tel fonds pourrait intéresser les entreprises, on obtient toutes sortes de ré-

ponses : d'une part, ceux qui y sont favorables, tels que par exemple la Chambre d'économie publique du Jura bernois, indiquent que l'investissement pour former des apprentis dans l'industrie coûte cher dans un contexte préoccupant de pénurie dans ces professions techniques. Certaines entreprises jouent le jeu et d'autres non, ce qui crée un déséquilibre dans le domaine. Un fonds assurerait une stabilité au financement de la formation et permettrait la mise en place de diverses mesures incitatives. A contrario, certains employeurs disent que ce n'est pas un fonds qui va motiver davantage les entreprises à former des apprentis et que cela créerait une certaine surréglementation non incitative.

Le groupe PLR estime qu'un tel fonds devrait être créé dans le cadre des associations professionnelles et non pas par le canton. D'ailleurs, il existe déjà des fonds sectoriels dans divers domaines et les expériences montrent que ces fonds privés permettent également de mieux cibler les besoins par branche.

Le groupe PLR ne soutiendra donc pas la motion car la création d'un fonds étatique n'est pas adéquate. Pour la même raison, un postulat ne serait pas non plus soutenu, à quelques exceptions près.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (EVP), Fraktionssprecherin. Als erstes gebe ich gleich die Entscheidung der EVP-Fraktion zu diesem Vorstoss bekannt: Eine Minderheit würde diesen Vorstoss als Motion unterstützen, weil sie eine Beteiligung aller Betriebe an der Berufsbildung über einen Fonds richtig und gerecht findet. Eine Mehrheit lehnt jedoch die Form der Motion ab. Geschlossen würde die EVP jedoch ein Postulat unterstützen, so wie es der Regierungsrat empfiehlt. Bei uns besteht grundsätzlich die Meinung, dass die Berufsbildung durch möglichst alle Betriebe mitgetragen werden soll. Die EVP-Fraktion möchte abgeklärt haben, ob dies überhaupt möglich ist, und wenn ja in welcher Form, und wie es richtig und gerecht sein könnte. Der Vorschlag des Regierungsrats, das Gespräch mit Sozialpartnern, Betrieben und Bildungsgremien zu suchen, ist für uns der richtige Weg. Es braucht aus unserer Sicht eine Lösung, die erstens von möglichst allen mitgetragen wird, und die zweitens auch einen Anreiz dafür schafft, dass die Ausbildungsbereitschaft verstärkt werden kann. Deshalb würden wir das Postulat geschlossen unterstützen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU), Fraktionssprecherin. Die EDU-Fraktion ist keine Freundin von Fonds aller Art. Wir sind uns einig: Unser Berufsbildungssystem ist ausgezeichnet. Dass viele Unternehmen keinen Nachwuchs ausbilden, schieben wir nicht in erster Linie den Finanzen zu. Es gibt regionale, branchen- oder firmenspezifische Gründe, keine Ausbildungen anzubieten. Eine andere Thematik beschäftigt hingegen insbesondere Betriebe aus dem Dienstleistungsbe-
reich sehr: Nämlich, überhaupt Auszubildende zu finden. Wenn wir unser ausgezeichnetes duales System stärken wollen, müssen wir die Berufsbilder positiv prägen und Schülerinnen und Schüler bewusst in diese Berufsrichtungen führen. Wir müssen dies mit einer entsprechenden Haltung gegenüber diesen Berufen tun sowie mit einer stabilen Grundbildung in der öffentlichen Schule, die einen problemlosen Übertritt in die Berufswelt ermöglicht. Heute Mittag wurde uns an einer Veranstaltung der PH die aktuelle Situation beschrieben. Wir haben gehört, wie viele Anmeldungen für die Gymnasien im Kanton Bern eingetroffen sind. Damit wissen wir auch, wo die jungen Leute hingehen, die der Berufswelt fehlen. Auszubildende, Lehrlinge, im Betrieb zu haben, ist nicht in erster Linie eine finanzielle Frage. In unserem Betrieb bilden wir aktuell neun junge Männer aus. Neun Männer, weil es nicht so viele Frauen gibt, die Elektriker werden wollen. Neun Geschichten, neun Persönlichkeiten, neun Wege. Es ist eine Herausforderung, diesen gerecht zu werden, so wie sie sind, und ihnen zu geben, was sie brauchen. Aus diesen Gründen freut sich die EDU-Fraktion über jede Unterstützung für ein Berufsbildungssystem, aber eben nicht wirklich über einen Fonds. Peter Gasser hat gesagt, die Betriebe bräuchten Anerkennung. Anerkennung würden die Betriebe erhalten, die Ausbildungen anbieten, wenn die entsprechenden Berufe überhaupt anerkannt und gefördert, und nicht nur in Anspruch genommen würden.

Jürg Rothenbühler, Lauperswil (Die Mitte), Fraktionssprecher. Das duale Bildungssystem ist, wie bereits ein paar Mal gesagt wurde, eine der wertvollsten Errungenschaften der Schweiz. Ich war

schon mehrmals mit unseren jungen Schreibern an den World Skills. Dort konnte ich immer wieder andere Länder beobachten. Ich habe immer mit Stolz auf unsere jungen Leute geschaut, wie diese am Wettkampf den Herausforderungen begegnet sind, und gesehen, dass die Schweiz immer unter den weltweit ersten drei Rängen war. Also kann man sagen, wir sind auf dem richtigen Weg. Unsere Bildung ist auf dem richtigen Weg. Warum ist dies so? Weil die Unternehmen ihre Verantwortung und ihre Aufgaben in der beruflichen Bildung wahrnehmen. Das gilt für die Unternehmen ebenso wie für die Verbände. Die Zusammenarbeit mit den Berufsschulen funktioniert im Ganzen gesehen sehr gut. Viele Berufsverbände haben schon ein Modell für die Solidarität, also einen solchen Fonds. Wir von der Mitte sind ganz klar der Meinung, dass die öffentliche Hand nicht eingreifen soll, denn die Branchen wissen, welche Bildung sie brauchen, und was ihre Kurse kosten. Sie wissen, was effizient ist. Sobald man einen Fonds der öffentlichen Hand hat, hat man natürlich auch gewisse Steuermechanismen, und es wird dreingeredet. Ein solcher Fonds löst auch die Problematik nicht, dass wir mehr Lernende brauchen oder vielleicht auch eine bessere Qualität oder mehr Fachkräfte. Hier sehe ich ein gesellschaftliches Problem. Unsere Hochschulen und das duale Berufsbildungssystem stehen nach wie vor in einer Abhängigkeit voneinander. Da unsere Hochschulen im Moment eine Wachstumsstrategie verfolgen, werden dem dualen Berufsbildungssystem wichtige junge Leute abgeworben, beziehungsweise, diese schlagen einen anderen Weg ein. Einer Über-Akademisierung, wie sie im Moment geschieht, kann man mit einem solchen Fonds nicht entgegenwirken. Deshalb lehnt die Mitte diese Motion einstimmig ab.

Christine Blum, Melchnau (SP), Fraktionssprecherin. Ein Berufsbildungsfonds ist ein gutes Mittel zur Förderung der dualen Berufsbildung. Mit einem kantonalen oder regionalen Berufsbildungsfonds könnte sichergestellt werden, dass die Bedingungen für alle Berufsausbildungen ähnlich sind. Der Fonds kann beispielsweise für die Finanzierung überbetrieblicher Einführungskurse oder zur Umsetzung einer Berufsreform verwendet werden. Die Mittel können aber auch für Aktionen eingesetzt werden, die die Bedeutung der Berufsbildung in einer bestimmten Branche herausstreichen. Sicher wäre es sinnvoll, den Verwendungszweck sogar noch etwas auszudehnen, zum Beispiel in Richtung Nachholbildung für Erwachsene, oder in Richtung Ausbildung behinderter Personen. Dass der Betrieb dazu verpflichtet wird, in einen solchen Berufsbildungsfonds einzuzahlen, kenne ich aus eigener Erfahrung. Die Verpflichtung in den «Fondsocial» einzuzahlen hat uns tatsächlich dazu motiviert, selber Leute auszubilden, statt in den Fonds einzuzahlen. Davon konnten wir im eigenen Betrieb auch noch profitieren. Der «Fondsocial» ist übrigens ein Fonds, der sehr spät entstand, und der die Ausbildungen im sozialen Bereich massiv gefördert hat. Von der Schaffung eines kantonalen Berufsbildungsfonds nach dem Vorbild des Kantons Zürich könnten Berufe mit Nachwuchsproblemen, oder kleine Berufssparten, massgeblich profitieren. Im Kanton Zürich verpflichtet man nur diejenigen Betriebe zur Zahlung in den kantonalen Berufsbildungsfonds, die nicht bereits einem Branchenfonds unterstellt sind. Die wirtschaftliche Entwicklung wirkt sich unmittelbar auf die Bereitschaft der Betriebe aus, Lernende aufzunehmen und Berufsleute auszubilden. Angesichts der aktuell eher ungewissen Entwicklungstendenz ist es jetzt sicher an der Zeit, dass ein kantonaler Berufsbildungsfonds geschaffen wird. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss als Motion einstimmig.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC), intervenant à titre personnel. L'idée de créer un fonds où toutes les personnes qui profitent de la formation professionnelle, doivent participer est très louable et très juste.

C'est peut-être la manière d'y parvenir qui n'est pas tout à fait la bonne. Ayant eu de l'expérience dans le domaine professionnel en agriculture, où j'ai eu le plaisir d'accompagner de nombreux jeunes en formation, dans ce domaine-là, dans cette profession-là, nous avons créé aussi un système qui permet et qui oblige finalement tous les agriculteurs à participer et à soutenir la formation professionnelle.

De cette manière-là, chacun, qu'il soit formateur ou non, participe au système. Je pense que l'idée qui est proposée de la part des motionnaires est bonne. Par contre, le chemin pour y parvenir n'est pas idéal. Je suis plutôt pour un modèle simple, adapté à chaque profession, parce que là aussi, il y

a d'énormes différences d'une profession à l'autre. Et ça, ce n'est pas tellement évident de le faire. Dans cette optique-là, je ne pourrai pas soutenir la proposition du motionnaire.

Ueli Augstburger, Gerzensee (SVP), Einzelsprecher. In einem Punkt gebe ich dem Motionär Recht: Unser duales Berufsbildungssystem ist hervorragend und sollte möglichst noch ausgebaut werden. Was den Vorstoss zur Schaffung eines kantonalen Fonds betrifft, gebe ich ihm hingegen nicht Recht. Wozu dienen die Berufsbildungsfonds? Sie dienen der Finanzierung überbetrieblicher Kurse (ÜK), der Berufswerbung sowie der Weiterentwicklung der Bildungsziele und der Bildungspläne. Dies sind Aufgaben der Organisationen der Arbeitswelt (ODA). Sagen Sie mir bitte, wer besser einschätzen kann als die Berufsverbände, welche Mittel zu welchem Zweck nötig sind? Die bestehenden zahlreichen Branchenfonds funktionieren bestens, das haben wir hier bereits mehrfach gehört. Ich war selber vor mehr als zehn Jahren bei der Schaffung eines Berufsbildungsfonds dabei. Schon damals war das grösste Hindernis, diese Fonds über die Kantonsgrenzen hinaus, also schweizweit, zu bilden. Die Schwierigkeit besteht darin, dass Doppelspurigkeiten mit Fonds entstehen, die bereits existieren. Die bestehenden Fonds kann man sicher nicht mehr rückgängig machen, weil es sich eingespielt hat, aber helfen wir doch nicht mit, diese Doppelspurigkeiten weiter auszubauen! Lehnen Sie also diesen Vorstoss auch als Postulat ab!

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP), Einzelsprecher. Auch ich spreche als Einzelsprecher ganz klar gegen einen kantonalen Berufsbildungsfonds. Diejenigen Branchen, die dies benötigen, die darin einen Nutzen sehen, haben dies bereits. Ich vertrete selber einen solchen schweizweiten Berufsbildungsfonds aus der Maschinen-, Elektro- und Metall-Industrie. Dieses Geld bezahlen die Unternehmen auch, denn es bleibt innerhalb der Branche. Die Unternehmen wissen, was mit diesem Geld getan wird und wofür es eingesetzt wird. Wie mein Vorredner gesagt hat: Wenn es um ÜK geht, um die Weiterentwicklung, dann sind die Betriebe bereit zu investieren. Wir wissen auch, dass im Kanton Zürich plötzlich Betriebe anfangen zu schauen, wo es kostengünstiger ist, und dementsprechend hin- und hergewechselt haben. Wir haben mit unseren 1400 Betrieben auch festgestellt, dass es weder mehr noch weniger Lehrstellen oder Ausbildungsbetriebe hat. Dies steht nicht primär im Fokus. Es geht vielmehr darum, wie der Betrieb organisiert ist, ob er ausbilden will oder nicht. Hierbei ist der Berufsbildungsfonds nicht matchentscheidend. Aber er hilft bei den ÜK-Ausbildungen, bei den ÜK-Zentren und bei den Weiterbildungen, aber nur wenn es ein Berufsbildungsfonds ist. Wenn es um einen kantonalen Fonds geht, dann kann man sich auf einiges gefasst machen, was mit diesem Geld passieren wird! Ich bin ganz klar dagegen.

Christine Häslar, BKD-Direktorin. Die Forderung nach einem kantonalen oder regionalen Berufsbildungsfonds ist nicht neu. Sie wurde hier schon mehrmals diskutiert. Man stand diesem Anliegen im Grossen Rat stets eher skeptisch gegenüber. Die letzte Diskussion im Grossen Rat hat deutlich aufgezeigt, dass unter anderem die Arbeitgeberseite weiterhin auf ihre bewährten Branchenfonds setzen will, gerade auch, weil damit die Mittel gezielt für die Bedürfnisse der jeweiligen Berufsfelder eingesetzt und darauf ausgerichtet werden können. Es hat sich aber auch gezeigt, dass keine zusätzlichen Regelungen und Abgaben erwünscht sind, und dass letztlich doch nicht finanzielle Anreize in erster Linie ausschlaggebend sind, um die Ausbildungsbereitschaft zu stärken.

Auf der anderen Seite ist es jedoch auch klar, dass wir im Moment noch nicht haargenau wissen, welches die Auswirkungen von Covid-19 auf die wirtschaftliche Entwicklung, und damit nicht zuletzt auch auf die Ausbildungsmöglichkeiten, sind. Die Zahl der Schulabgängerinnen und Schulabgänger nimmt zu, und damit durchaus auch das Potenzial. Ich kann Ihnen sagen, dass es ein Potenzial ist, das wir auch von Seiten der Bildungsdirektion stärken möchten. Es ist das Potenzial von jungen Leuten, die eine Berufslehre machen und in die Berufsbildung eintreten möchten. Die Anzahl junger Leute nimmt zu, denn es kommen starke Jahrgänge. Und dies ist wohl das Wichtigste bei diesem Vorstoss: Wir haben im französischen Kantonsteil tatsächlich eine etwas andere Situation als im deutschsprachigen Teil. Das duale System ist dort etwas weniger stark ausgeprägt, und die Ausbildungsbetriebe sind, gerade weil es viele Industriebetriebe sind, vielleicht eher in einer schwierigeren Situation, oder sie könnten zumindest in den nächsten Jahren auch etwas krisenanfällig sein.

In den Berufen, die neu entstehen, muss man zuerst die Bereitschaft wecken, überhaupt auszubilden, und eine gewisse Ausbildungstradition schaffen, auf die man sich stützen kann, wie sie in ganz vielen Berufen vorhanden ist. Weiter denke ich, dass auch folgendes wichtig ist: Dort, wo man einen Berufsbildungsfonds eingerichtet hat, hat man letztlich gute Erfahrungen damit gemacht. Deshalb denke ich, dass es nicht falsch ist, wenn man genauer hinschaut und abklärt, wie gross das Bedürfnis nach einem solchen Fonds überhaupt ist, wo es regional abzugrenzen ist und wie man vorgehen könnte, um allenfalls einer betroffenen Region entgegenzukommen. Ich möchte Sie auf jeden Fall im Namen der Regierung bitten, diese Motion abzulehnen, weil es klar ist, dass es nicht in diese Richtung gehen soll, aber gleichzeitig ein Postulat anzunehmen, damit wir weiterhin prüfen können, was bei diesem spezifischen Problem helfen könnte, insbesondere im frankophonen Teil unseres Kantons.

Weil dies das letzte Geschäft ist, welches wir heute miteinander zu besprechen haben, nutze ich die Gelegenheit, Ihnen herzlich für die intensive, aber gute Debatte zu danken und Ihnen für den Rest der Session viel Erfolg zu wünschen. Ich wünsche Ihnen einen schönen Nachmittag und Abend.

Peter Gasser, Bévillard (PSA), motionnaire. Merci, chers collègues, pour toutes ces opinions exprimées. En fait, je suis très heureux. Je constate que la plupart, vous êtes tout à fait d'accord avec moi. Mais je constate aussi que vous n'avez pas lu si attentivement que ça mon texte. Je me permets de vous dire que dans mon texte, je dis bien, le mieux, c'est quoi ? Un fonds de branches. Et chaque fois qu'il existe un fonds de branche, eh bien, il faut les laisser faire : qui est le mieux placé pour savoir quoi faire que les propres membres de ce fonds ? C'est clairement dit dans mon texte : un fonds cantonal là que si les partenaires n'arrivent pas à se mettre d'accord sur quelque chose. Mais lorsqu'il existe un fonds, évidemment, il faut les laisser faire. Moi, je vais vous dire ce que j'espère : c'est que vous dites oui, et les entreprises qui n'ont pas doté le fonds se disent : « Ah, mais je n'ai pas envie qu'on me dise quoi faire », et on se met rapidement ensemble. Et là, tout le monde est béni, c'est parfait. Donc, je répète : l'idéal, c'est le fonds sectoriel, Etienne, comme pour les paysans, donc pas de souci, tu peux voter pour moi. Je vous rappelle aussi que ces fonds, ce n'est pas fait spécialement pour les apprentis, c'est fait pour les entreprises.

Quatre-cinquièmes profitent, un cinquième paie, et puis là, pour une fois, le cinquième qui paie, il reçoit quelque chose en plus. J'ai toujours dit ça : là, ce n'est pas pour les apprentis. Ensuite, dans le texte que je vous ai soumis, volontairement, il n'y a pas de modèle, volontairement ! Parce que, justement, il faut laisser décider les gens concernés et laisser faire ceux qui savent. Alors pour la paix des braves, je vais vous dire : je suis d'accord pour le postulat puisqu'il semblerait que vous soyez plus près à cela. Je ne vais pas risquer l'échec de la motion, mais accepter le postulat pour que les branches puissent le faire et on aura une incitation. Et tous ceux qui m'ont dit que je voulais imposer quelque chose, je le répète : non, ce n'est pas cela. Alors, je vous remercie de soutenir à fond toutes les entreprises qui forment et de les laisser faire un fonds, merci.

Le président. La motion a été transformée en postulat, point 35 de l'ordre du jour. Nous allons voter sur ce point 35 : les député-e-s qui acceptent cette intervention sous la forme d'un postulat votent oui, celles et ceux qui le rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.315: als Postulat / sous forme de postulat

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui	69
Nein / Non	76
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez rejeté le point 35 sous la forme d'un postulat.

Et ainsi, nous terminons les affaires de la INC. Je remercie Mme la vice-présidente du gouvernement Christine Häslar. Je te souhaite un bon week-end et à bientôt. Pour votre information : nous allons d'abord traiter le point numéro 36 et si nous arrivons au bout, nous sauterons directement au point numéro 38 de l'ordre du jour. Nous laissons le point numéro 37 pour lundi afin de ne pas être interrompu dans les débats.